

Améliorer la représentation des sexes en politique fédérale et au Parlement

Que pouvons-nous faire pour obtenir la représentation équitable des sexes en politique fédérale et au sein du Parlement du Canada? Quels obstacles s'opposent à la réalisation de cet objectif? Que peuvent nous raconter les parlementaires canadiens au sujet des défis qu'ils ont vécus ou observés dans leur milieu de travail? Dans cet article, les auteures explorent, au moyen d'entrevues réalisées auprès de six députés et d'une analyse documentaire secondaire, les théories utilisées pour étayer les méthodes visant à améliorer la représentation des sexes. Dans leur conclusion, elles avancent que les méthodes employées à cette fin doivent être exhaustives et diversifiées.

Jennifer Galandy et D. Scharie Tavcer

On tient des discussions sur la représentation des sexes dans tous les milieux de travail au Canada; il n'y a donc rien de surprenant à ce que le milieu politique s'y intéresse aussi. Des chercheurs ont examiné la représentation des sexes au sein des parlements dans le but de déterminer quels sont les partis politiques qui réussissent le mieux à parvenir à une représentation équitable, ou du moins à s'approcher de cet objectif. L'étude des méthodes employées pour améliorer la représentation¹ est importante. En effet, si nous parvenons à déterminer quelles sont les méthodes qui fonctionnent bien, nos recherches peuvent aider les gouvernements et les partis politiques à prendre les mesures nécessaires pour un changement efficace. Dans le présent article, au moyen d'une analyse documentaire secondaire et d'entrevues menées auprès de parlementaires de trois partis, nous examinons certains obstacles à l'atteinte d'une représentation efficace des sexes² dans le régime politique fédéral du Canada. Nous concluons en avançant que les méthodes visant à améliorer la représentation des sexes en politique doivent être exhaustives et diversifiées³.

Fondements théoriques

Diverses théories ont été utilisées pour étayer les méthodes visant à améliorer la représentation de sexes dans la sphère politique officielle. Par manque d'espace, nous ne les abordons que brièvement, mais elles sont importantes en cela qu'elles guident les approches utilisées pour éliminer les inégalités sur le plan de la représentation. D'après la théorie relative au concept du genre en politique (*Gender*

Politics Theory)⁴, les normes sociales relatives au genre imprègnent les rôles en milieu de travail. Selon la théorie relative au concept de représentation en politique (*Politics of Presence Theory*)⁵, ce n'est qu'en assurant une représentation accrue des femmes et en accordant la priorité à leurs idées et aux questions qui les touchent que l'on peut aspirer à la parité hommes-femmes en politique. Enfin, selon la théorie de l'analyse dramaturgique (*Dramaturgy Theory*)⁶, les humains sont comme des acteurs qui occupent des rôles « au-devant de la scène ou dans les coulisses », avec ou sans authenticité, et ils adoptent ces « rôles » par souci de conformité et d'acceptation en milieu de travail (ou en politique).

La société imprègne les rôles sexospécifiques en plus de créer des obstacles à la participation des femmes en politique, notamment par la définition « des façons jugées acceptables pour les hommes et les femmes [d'agir]⁷ ». Les rôles sexospécifiques, à leur tour, colorent les relations en milieu de travail. En général, les cultures occidentales confèrent un statut plus élevé aux hommes dans l'espace public. Les hommes y sont, par conséquent, considérés comme détenant plus de pouvoir. C'est la valeur des femmes qui s'en trouve donc diminuée. Cette idée – artificielle – du pouvoir alimente nos attentes sur l'expression des rôles sexospécifiques au foyer, au travail et, par conséquent, en politique. La « répartition inégale du pouvoir [...] dans la plupart des démocraties contemporaines⁸ » n'est donc pas surprenante. En 2017, le Canada s'est classé au 62^e rang sur 190 pays pour la proportion de femmes occupant des fonctions politiques (26,3 %), les États-Unis se sont classés au 104^e rang (19,1 %), et le Royaume-Uni, au 47^e rang (30 %)⁹.

Même si les femmes accèdent à des fonctions politiques, divers obstacles continuent de les empêcher de « gravir les échelons », même lorsqu'elles déploient autant d'efforts que les hommes. L'un de ces obstacles est le « plafond

Jennifer Galandy est titulaire d'une maîtrise en politiques publiques de l'Université de Nottingham et travaille comme gestionnaire de stratégie au ministère de la Justice du Royaume-Uni. D. Scharie Tavcer est professeure agrégée au département d'économie, de justice et d'études politiques de l'Université Mount Royal.

de verre¹⁰ ». Ce dont on parle ici, ce sont les contraintes invisibles, dont les attentes sexospécifiques liées à la gestion de l'équilibre travail-vie personnelle et les limites financières (iniquité salariale et manque d'accès aux réseaux de financement), contribuent à bloquer les possibilités de promotion et d'avancement des femmes à des échelons supérieurs.

Un autre obstacle est celui de « l'agneau sacrifié ». Parfois, on recrute des femmes inexpérimentées comme candidates pour démontrer l'engagement d'un parti à l'égard de la représentation des sexes, mais sont placées dans des circonscriptions où le parti n'a pas beaucoup de chance de l'emporter¹¹. Si les candidates sont plus susceptibles de se retrouver dans des circonscriptions impossibles à remporter, cela crée une fausse représentation des femmes¹². Les campagnes de ces « agneaux sacrifiés », en conjonction avec la tendance qu'ont les médias à se concentrer sur la vie personnelle et l'apparence des femmes, alimentent la (fausse) croyance selon laquelle les femmes ne sont pas qualifiées¹³. Les attentes des électeurs sont également sexospécifiques, par suite de décennies de conditionnement contre les femmes qui se portent candidates. Ils peuvent les « aimer », mais pas nécessairement les « respecter » ou les « appuyer » lorsqu'elles sont « en quête de pouvoir¹⁴ ». Des universitaires reconnaissent que les « modèles sexistes de socialisation¹⁵ » nuisent aux candidatures des femmes, qui risquent de se voir reprocher de s'écarter de leur rôle imposé par la société, soit s'occuper des enfants et de la famille.

Dans cet article, nous soutenons que les moyens d'accroître la représentation des femmes doivent s'appuyer sur deux principes. Il faut :

1) faire augmenter le nombre de femmes en politique (dans des circonscriptions viables et dans des postes décisionnels);

2) accorder la priorité à la représentation des femmes au sein des « assemblées exclusivement ou principalement composées d'hommes¹⁶ ».

Méthodologie

Prenant appui sur des travaux précédents de M^{me} Galandy¹⁷, nous nous sommes penchées sur les obstacles liés au sexe dans le régime politique fédéral du Canada selon trois angles théoriques, soit le concept du genre en politique, le concept de représentation en politique et l'analyse dramaturgique, en plus de procéder à l'analyse des données primaires (entrevues individuelles auprès de députés) et des données secondaires (analyse documentaire). Les entrevues visaient à explorer les comportements des députés au Parlement et ce que leurs comportements révélaient des structures sociales et des rôles féminins, tant en politique qu'en dehors de la politique. Il s'agit d'une

étude de cas qui présente un instantané ponctuel d'une entité unique dans le but de découvrir les tendances qui expriment les obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique canadienne.

Les entrevues se sont déroulées selon une formule semi-structurée, et l'échantillon choisi à dessein a été généré à partir des trois partis politiques ayant obtenu le statut de parti reconnu à la Chambre des communes. Une femme et un homme de chacun des trois partis ont été interviewés. Ils étaient âgés de 20 à 40 ans (pour les femmes), et de 40 à 60 ans (pour les hommes)¹⁸, pour un total de six participants (participants X2 à X7)¹⁹. Les députés provenaient de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario, du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard, et toutes les entrevues ont eu lieu à Ottawa, en juin 2017.

Les données de l'étude exhaustive²⁰ portent sur les hypothèses des affirmations théoriques, mais seuls les résultats concernant les méthodes visant à améliorer la représentation des sexes sont présentés dans le présent article. Nous reconnaissons que l'échantillon était de petite taille, mais la valeur qualitative des réponses offre un portrait fort évocateur de la représentation des femmes sur la scène politique fédérale canadienne.

Discussion

Les séances parlementaires se déroulent du lundi au vendredi, de 10 h à 19 h. Les participants X4 et X5 étaient tous deux d'avis que la mise en place de séances en soirée rendrait le Parlement plus inclusif pour tous les députés, en particulier pour les femmes ayant de jeunes enfants, car les députés ne devraient être présents à Ottawa que pendant quelques jours à la fois au lieu de tous les jours de la semaine. Les médias demandent souvent aux femmes « qui s'occupe des enfants?²¹ » (X4), et si des discussions plus approfondies sur la masculinité avaient lieu, en plus de l'application d'une optique féministe, ce serait plus facile pour les femmes « d'exprimer leurs ambitions politiques » (X5) sans être perçues comme transgressant les normes.

Les participants X5, X6 et X7 ont souligné que les femmes se font souvent « chahuter », ou demander « qu'arrivera-t-il quand vous serez enceinte? », et que les femmes reçoivent des commentaires sur « leur apparence et leurs émotions plutôt que sur leurs ambitions » (X6). L'âgisme et le sexisme augmentent le « doute de soi », car ils envoient aux femmes le signal que la politique est une affaire « de conditions, d'horaires, d'actions et de priorités à prédominance masculine » (X5). Dans les médias sociaux, où on publie des menaces et des « messages infâmes, sexistes et dégoûtants », les députées ne sont pas protégées (X6). Les femmes progressistes sont attaquées et menacées « durement » (X5), et les femmes conservatrices sont perçues comme des « traîtresses à notre sexe » (X7). Pourtant, comme l'un des participants l'a fait valoir : « Je

travaille avec des hommes féministes et nous croyons en l'action politique populaire, mais je travaille aussi avec des femmes conservatrices qui ont voté contre des projets de loi sur les droits des femmes » (X6). On pourrait instaurer des programmes de formation pour tous afin d'enseigner comment devenir plus inclusif et tendre vers l'égalité des sexes.

Le participant X2 a souscrit à l'idée que les femmes se considèrent mutuellement comme des « adversaires » plutôt que comme des « partenaires », et qu'il y a un manque « d'aspects propices à la vie de famille au Parlement ». Selon lui, le statu quo vient probablement d'un modèle hétéronormatif selon lequel on s'attend à ce que les hommes « bâtissent des liens », et à ce que les femmes restent au foyer. Les participants ont aussi mentionné des obstacles comme l'âge, le fait d'être un immigrant, et les déplacements lorsqu'on a une jeune famille.

Plusieurs participants ont reconnu que « la maternité ne décourage pas la participation des femmes en politique », et que « la société honore la maternité, mais l'utilise aussi contre les femmes ». L'éducation des enfants est une source de préoccupation pour les femmes qui se portent candidates (comparativement aux hommes); certaines femmes ressentent de la « culpabilité » et demandent un « changement de mentalité » de la part de leurs collègues. Par exemple, lorsque « XX était enceinte, le parti a ajusté le calendrier des débats afin qu'elle n'ait pas à prendre l'avion aussi souvent vers la fin de sa grossesse » (X6).

Les participants avaient différents points de vue quant à l'existence ou non d'un plafond de verre en politique fédérale. Selon le participant X6, il y en a un « parce que les gens pensent que les hommes sont naturellement de meilleurs leaders et que les femmes sont trop émotives ». La participante X7 était d'avis que la nomination d'un « cabinet paritaire constitue aussi un plafond de verre, car les femmes ne peuvent réussir qu'en fonction d'un quota et non selon leur mérite ». Toujours selon la participante X7, dans le cadre d'un système de quota, les femmes ne sont pas choisies en fonction du mérite de leur travail pour devenir ministres; ce choix est plutôt simplement fondé sur le fait d'être un homme ou une femme. D'autres estimaient plutôt que le fait d'avoir une proportion de seulement « 26 % de femmes en politique est absurde, et [que] la proportion de jeunes femmes est encore plus faible » (X6). Même si les avis étaient partagés sur l'utilité des systèmes de quota, les participants ont tout de même donné des exemples où un tel système s'est avéré efficace. Par exemple, le NPD de l'Alberta dispose d'une politique en matière d'équité depuis 1984, politique qui préconise qu'au moins 50 % des candidates soient placées dans des circonscriptions gagnables²².

Les participants X5 et X6 étaient tous deux d'avis que la constitution de cabinets paritaires est un objectif

valide, mais ajoutent que ces cabinets doivent être plus que « symboliques ». Les participants X4 et X7 ont plutôt affirmé qu'un cabinet paritaire crée un plafond de verre, car « les femmes ne peuvent réussir qu'en fonction d'un quota et non selon leur mérite ». Les participants X2 et X3 estimaient que le symbolisme d'un cabinet paritaire est important en soi, car « il inspire plus de femmes à se lancer en politique », et qu'un cabinet à parité hommes-femmes « a même motivé certains acteurs aux Nations-Unies » (X3). Selon les réponses des participants, les attitudes à l'égard du cabinet paritaire de 2015 semblaient suivre les lignes de parti.

Toutes les participantes (soit X3, X5 et X7) convenaient que le concept de « l'agneau sacrifié » existe encore. Certains participants ont fait observer que lorsqu'un parti nomme beaucoup plus de femmes qu'il en fait élire, le concept de l'agneau sacrifié s'exprime clairement. Selon le participant X4, ce concept est plus évident au Royaume-Uni.

Tous les participants ont indiqué que c'est à chacun des partis qu'il revient d'appuyer – surtout financièrement – l'augmentation de la représentation des femmes et d'apporter des changements en ce sens. Le soutien financier aide sur les plans de l'organisation des élections, des relations avec les médias, de la lutte contre le harcèlement, des attentes relatives à la norme ou des coûts pour la famille. Les participants X2, X6 et X7 étaient tous d'avis que les femmes ont moins de possibilités parce que leur réseau est plus restreint que celui des hommes, et que leurs ressources financières sont moins importantes. Les participants X5 et X6 croyaient que les partis pourraient offrir plus de soutien aux candidates des circonscriptions chaudement disputées pour véritablement aider les femmes à l'emporter (au lieu d'en faire des « agneaux sacrifiés »).

Aucun participant n'était d'avis que la Chambre des communes représente fidèlement le Canada d'aujourd'hui (les femmes constituent 51 % de la population, mais ne représentent que 26 % des députés au Parlement). Ils ont tous affirmé que la représentation actuelle est un échec, et qu'il demeure nécessaire d'accorder la priorité aux femmes.

Il est également nécessaire d'éliminer les obstacles structurels afin de promouvoir la participation des femmes. Par exemple : offrir un salaire égal pour un travail égal (en 2016, le Canada affichait le 8^e écart salarial femmes-hommes le plus élevé parmi une liste de 43 pays examinés par l'OCDE²³); éliminer la violence systémique à l'endroit des femmes; offrir des services de garde abordables; trouver des moyens d'empêcher que les femmes perdent du terrain financièrement lorsqu'elles sont en âge de procréer²⁴. Selon la participante X5, « les partis et le gouvernement doivent contribuer à l'élimination de ces obstacles ». Elle a affirmé que les partis doivent travailler avec les femmes sur le terrain qui se préparent aux élections, encourager les

conseils et les organisations, et être à l'écoute des besoins et des souhaits des femmes. Il faut commencer à redresser la situation dès maintenant et, pour y parvenir, il faut être plus réaliste à l'égard des motifs pour lesquels les femmes ne se portent pas candidates et les remettre en question.

Le système électoral actuel du Canada, soit le mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour (SUMT), représente un autre obstacle structurel. Le soutien des participants à l'égard de ce système variait. Certains ont dit croire que la représentation proportionnelle (RP) a le potentiel de répondre aux besoins des minorités seulement. Délaisser le SMUT au profit d'une forme de RP pourrait permettre aux partis de faire élire un groupe plus représentatif de parlementaires issus de leur bassin de candidats en utilisant des listes de parti²⁵. Cela pourrait ensuite encourager plus de femmes à se porter candidates.

La RP fait en sorte que « les sièges d'une circonscription sont divisés selon le nombre de voix exprimées pour les listes de parti » et que « l'ordre de préférence sur les listes de parti détermine les candidats qui sont élus²⁶ ». Les participants X2, X3, X4 et X7 ont tous indiqué qu'apporter un changement au système électoral ne va pas, en soi, changer le pourcentage de femmes élues. À leur avis, il serait préférable que les partis misent plutôt sur le mentorat et l'appui des candidates viables. À l'inverse, les participants X5 et X6 ont déclaré qu'une réforme est nécessaire pour donner aux femmes plus de possibilités : « la RP encouragerait plus de femmes à se porter candidates et à remporter un siège; le SMUT ne décourage pas les femmes de remporter un siège, ce qui est décourageant, c'est que peu de femmes sont élues » (X5).

Qu'il y ait ou non changement de système électoral, si rien n'est fait pour s'attaquer aux autres obstacles, aucun changement ne sera significatif ou durable. Favoriser davantage la collaboration au Parlement peut encourager la participation des femmes, mais nous avançons que cette proposition pourrait s'avérer contre-productive. Elle suppose qu'en général, les femmes n'aiment pas le débat et la compétition, et qu'elles préfèrent la collaboration. Nous pensons qu'il s'agit d'un stéréotype inspiré des normes sexospécifiques de la société.

Les participants, qui avaient des opinions divergentes sur les quotas, avaient tendance à croire que l'adoption d'une « optique sexospécifique est plus importante ». Certains étaient d'avis que les organismes de réseautage et de soutien pour les femmes peuvent aider davantage. Le participant X4 a souligné que les garçons et les hommes doivent participer pleinement au changement de mentalité à l'égard de cette optique sexospécifique. La participante X7 a affirmé que les quotas ne sont pas efficaces parce qu'ils créent des « poteaux » ou un « autre plafond de verre ». D'autres participants ont toutefois affirmé que les quotas peuvent fonctionner, mais seulement s'ils sont acceptables

pour les électeurs. Certains participants ont fait observer que si les partis obtenaient un remboursement de leurs dépenses électorales en fonction de leur capacité à faire élire des femmes, ce serait peut-être plus efficace que les quotas. Le participant X6 a indiqué que son parti ne fixait pas de quotas précis parce que le personnel de direction du parti avise les comités de sélection des candidats qu'ils doivent atteindre un seuil d'au moins 50 %.

Selon la participante X7, s'inspirer des modèles provenant d'organisations externes constitue un meilleur moyen d'accroître la représentation. Le participant X4 a dit que changer le système ferait disparaître le « choc des idées », qui est un élément essentiel de la démocratie. Il a plutôt fait valoir qu'il faudrait rendre la politique plus « collaborative pour encourager les femmes ». Des participants ont indiqué que des programmes de mentorat seraient efficaces pour les femmes.

Tous les participants ont dit que des organismes de financement externes pourraient contribuer à promouvoir et à appuyer les femmes durant le processus électoral. Le participant X4 a confirmé que des réseaux ont aidé sa partenaire à participer à la vie politique; la participante X5 a mentionné que « les syndicats et les groupes de défense des intérêts liés aux mouvements sociaux populaires » peuvent aider à faire bouger les choses. Selon la participante X3, À voix égales est la plus importante organisation externe offrant du soutien, et elle a mentionné que cela est particulièrement utile quand « on n'a pas de soutien à la maison ». Toutefois, les participants X6 et X7 se sont dits d'avis que l'organisation À voix égales n'a « rien fait » et ont laissé entendre qu'elle favorisait l'un des partis.

Le programme d'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) a été mentionné par les participants X2, X3, X4 et X7. Tous convenaient que ce programme a contribué à accroître la sensibilisation sur des questions comme le harcèlement en milieu de travail (l'organisation non gouvernementale À voix égales œuvre pour que les questions d'égalité des sexes occupent une place centrale dans toutes les mesures législatives²⁷ de la société). Les participants X4 et X7 ont toutefois souligné que s'il est vrai que le programme a été efficace, il n'en demeure pas moins qu'il est activement contre les hommes (X4); selon la participante X7, le programme d'ACS+²⁸ n'a pas été mis en œuvre de manière à véritablement encourager le gouvernement actuel à apporter des changements.

Conclusion

Diverses théories ont été proposées pour expliquer la représentation inéquitable des sexes en politique. L'une d'elles avance que la répartition inéquitable du pouvoir existe dans la société dans son ensemble²⁹, tandis qu'une autre suggère que les gouvernements font preuve d'inertie pour changer significativement le statu quo³⁰. D'autres

estiment que l'établissement d'un « Parlement propice à la vie de famille » encouragerait plus de femmes à se lancer en politique³¹ ou encore que les partis devraient créer des initiatives de recrutement qui abolissent la pratique consistant à parachuter des femmes dans des circonscriptions impossibles à remporter pour les sacrifier comme des agneaux, ce qui, du coup, rend quasiment impossible l'atteinte de l'objectif de représentation équitable³².

Selon nous, la théorie relative au concept du genre en politique n'apporte pas grand-chose sur le plan des méthodes visant à éliminer ces obstacles. La théorie relative au concept de représentation en politique fournit quelques réponses au chapitre de l'offre et de la demande de candidates et suggère que la collaboration avec des organisations peut contribuer à la réussite des candidates. Cependant, il s'agit de suggestions qui ne règlent pas nécessairement les problèmes connexes, comme la pratique qui consiste à confier aux femmes des postes de ministre « plus faciles » et de moindre importance, ou la pratique selon laquelle les partis choisissent les candidats présentant un risque électoral minimum, lequel est défini par des normes culturelles³³. Comme les femmes sont traitées différemment par les médias et au travail, ces obstacles pourraient être surmontés à l'aide d'organisations externes (comme À voix égales), mais il faudrait à tout le moins offrir de la formation obligatoire pour changer la culture à la source de ces points de vue³⁴.

Les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait rendre obligatoire la formation sur le harcèlement et sur les questions d'égalité des sexes, ce qui ferait évoluer la culture vers la solidarité et l'inclusion des femmes en politique. Dans l'ensemble, la théorie de l'analyse dramaturgique ne parvient pas à formuler des solutions pour faire échec à la sous-représentation et aux obstacles structurels. Elle suppose que les politiciens ne se comportent pas en public de la même façon qu'à la maison, et que le domaine politique définit la façon dont les femmes doivent agir, ce qui va souvent à l'encontre de ce qu'on attend d'elles dans le domaine social ou personnel. Si le milieu politique acceptait mieux les femmes – comme elles souhaitent être perçues – alors peut-être qu'elles pourraient être plus authentiques. Plusieurs participants convenaient que les femmes « protègent plus d'aspects de leur vie personnelle pour éviter les commentaires sexistes, et que si l'on s'affiche franchement comme féministe, en politique, il faut faire preuve d'une certaine réserve » (X5 et X6). Les femmes « doivent probablement faire leur promotion différemment en politique, surtout parce que les femmes leaders doivent montrer qu'elles sont autoritaires, tandis que les hommes leaders doivent montrer qu'ils sont compatissants ».

La théorie relative au concept de représentation en politique a quant à elle le mérite d'aborder les obstacles et de suggérer des méthodes pour instaurer un changement. Elle

prescrit : l'adoption d'une optique sexospécifique à l'échelle du Parlement (mise en œuvre grâce à des programmes obligatoires comme l'ACS+); l'adoption par les partis de politiques visant à offrir de la formation et des ressources de financement; l'établissement de relations entre les partis politiques et les organisations externes qui appuient les candidates par le truchement de possibilités de réseautage, de soutien personnel et de financement.

Les résultats présentent un compte rendu des idées de changement proposées par les députés qui cadrent avec les stratégies actuelles sur les conventions et qui les critiquent. Chacune des trois théories présentées préconise différentes méthodes pour changer les fondements afin de parvenir à une représentation équitable, mais chacune d'entre elles peut être difficile à mettre en œuvre (pour diverses raisons). Ce qui s'impose, par contre, c'est la nécessité d'un changement complet et que ce changement s'exprime sur de multiples plans, selon de multiples orientations. Il ne peut y avoir de changement véritable si nous agissons sur un seul front à la fois. Nous avons besoin d'un changement vaste et généralisé, d'un changement de la culture politique qui débordera de sa seule sphère et qui imprénera les médias, les circonscriptions, le domaine social. Il faut un changement qui sera à la fois significatif, global et durable. Les politiques et les programmes élaborés par les partis seraient non seulement considérés comme des stratégies de recrutement, mais aussi comme des stratégies de maintien en poste. Ce sont là tous des éléments nécessaires pour parvenir à une représentation équitable des sexes.

Endnotes

- 1 Jennifer Galandy, « Critical Analysis of the Obstacles Female Politicians Face in Canada's Federal Political System », de son mémoire [mémoire non publié présenté en vue de l'obtention d'une maîtrise en politiques publiques], School of Sociology and Social Policy, Université de Nottingham, 2018.
- 2 L'expression « représentation des sexes » n'est pas équivalente à l'expression « représentation équitable des sexes ». La première est synonyme d'un préjugé sexiste (parti pris pour un sexe au détriment de l'autre), tandis que la dernière signifie une diversité de genre qui est équitable. Dans le contexte du régime politique canadien à l'étude, les auteurs avancent que les efforts doivent se concentrer sur l'élimination des préjugés dans les processus de sélection et de soutien des candidates (c.-à-d. soutenir autant de femmes que d'hommes).
- 3 Hilary M. Lips, *Gender: The basics*, 1^{re} édition, ouvrage imprimé, New York, Routledge, 2014, p. 3. Anne Phillips, *From a Politics of Ideas to a Politics of Presence*, livre électronique, Oxford, Oxford University Press, 2003 (version imprimée publiée en 1998), p. 25.
- 4 Hilary M. Lips, *Gender: The basics*, 1^{re} édition, ouvrage imprimé, New York, Routledge, 2014, p. 3.
- 5 Anne Phillips, *From a Politics of Ideas to a Politics of Presence*, livre électronique, Oxford, Oxford University Press, 2003 (version imprimée publiée en 1998), p. 25.
- 6 Erving Goffman, *The Presentation of Self in Everyday Life*, tome 2, Édimbourg, Social Sciences Research Centre,

- Université d'Édimbourg, 1956, p. 13-30.
- 7 Hilary M. Lips, *Gender: The basics*, 1^{re} édition, ouvrage imprimé, New York, Routledge, 2014, p. 3 [TRADUCTION].
 - 8 Olle Folke et Johanna Rickne, « The glass ceiling in politics: formalization and empirical tests », *Comparative Political Studies*, vol. 49, n° 5, 2016, p. 568 [TRADUCTION].
 - 9 ONU Femmes, carte *Femmes en politique : 2017*, New York (New York), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 2017, <http://www.unwomen.org/fr>. En 2015, le gouvernement fédéral nouvellement élu s'est fait un devoir de former un cabinet paritaire (composé de 15 femmes et de 15 hommes). Le premier ministre Trudeau a déclaré qu'il était « important de présenter au Canada un cabinet qui ressemble au Canada » [TRADUCTION]. Jessica Murphy, « Trudeau Gives Canada First Cabinet with Equal Number of Men and Women », *The Guardian*, 4 novembre 2015.
 - 10 Glass Ceiling Commission des États-Unis, *A Solid Investment: Making Full Use of the Nation's Human Capital* (rapport final de la Commission), Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1995, http://digitalcommons.ilr.cornell.edu/key_workplace/120/ [TRADUCTION].
 - 11 Shannon Proudfoot, « Women in politics: We're not as equal as we think we are », *Maclean's*, 31 juillet 2016. Mirya R. Holman et Monica C. Schneider, « Gender, Race, and Political Ambition: How Intersectionality and Frames Influence Interest in Political Office », *Politics, Groups, And Identities*, vol. 6, n° 2, 2016, p. 264-280.
 - 12 Melanee Thomas, « Barriers to Women's Political Participation in Canada », *Revue de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick*, vol. 64, n° 1, 2013, p. 218-233.
 - 13 Clare Walsh, *Gender and Discourse: Language and Power in Politics, the Church, and Organisations*, 1^{re} édition, Londres, Pearson Education, 2001, p. 983-986. Linda Trimble, « Gender, Political Leadership and Media Visibility: *Globe and Mail* Coverage of Conservative Party of Canada Leadership Contests », *Revue canadienne de science politique*, vol. 40, n° 4, 2007, p. 969-993.
 - 14 Hilary M. Lips, *Gender: The basics*, 1^{re} édition, ouvrage imprimé, New York, Routledge, 2014, p. 29-30 [TRADUCTION].
 - 15 Mirya R. Holman et Monica C. Schneider, « Gender, Race, and Political Ambition: How Intersectionality and Frames Influence Interest in Political Office », *Politics, Groups, And Identities*, vol. 6, n° 2, 2016, p. 264-280 [TRADUCTION].
 - 16 Anne Phillips, *From a Politics of Ideas to a Politics of Presence*, livre électronique, Oxford, Oxford University Press, 2003 (version imprimée publiée en 1998), p. 72 [TRADUCTION].
 - 17 Jennifer Galandy, « Critical analysis of the obstacles female politicians face in Canada's Federal Political System », mémoire de maîtrise, Université de Nottingham, 2018.
 - 18 La différence dans les groupes d'âge entre les participants hommes et femmes s'explique, malheureusement, du fait qu'au moment de la cueillette de données, il n'y avait aucune femme âgée de 40 à 60 parmi les partis politiques à l'étude.
 - 19 Les six participants sont désignés ainsi : participant X2 à participant X7. Le participant X1 ne figure pas dans le présent article puisque seulement une partie des participants (qui ont été interviewés dans le cadre du mémoire d'origine de M^{me} Galandy) y figurent.
 - 20 Jennifer Galandy, « Critical analysis of the obstacles female politicians face in Canada's Federal Political System », mémoire de maîtrise, Université de Nottingham, 2018.
 - 21 N.D.T. : Toutes les citations des entrevues menées auprès des députés sont des traductions libres.
 - 22 Nouveau Parti démocratique du Canada, *Politiques du Nouveau Parti démocratique du Canada en vigueur à partir d'avril 2016*, Ottawa, Services d'imprimerie du gouvernement canadien, 26 novembre 2018).
 - 23 Notez que le Canada se classe derrière l'Union européenne, qui est classée comme un seul pays, mais qui en compte en fait 28. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Écart salarial femmes-hommes » (indicateur), 2018, DOI : 10.1787/b64d7a8e-fr (données extraites le 23 novembre 2018).
 - 24 Voir Scott Pruysers et Julie Blais, « Why Won't Lola Run? An Experiment Examining Stereotype Threat and Political Ambition », *Politics & Gender*, vol. 13, n° 2, 2016, p. 232-252.
 - 25 Pippa Norris, « Choosing Electoral Systems: Proportional, Majoritarian and Mixed Systems », *Revue internationale de science politique*, vol. 18, n° 3, 1997, p. 297-312.
 - 26 Pippa Norris, « Choosing Electoral Systems: Proportional, Majoritarian and Mixed Systems », *Revue internationale de science politique*, vol. 18, n° 3, 1997, p. 297-312 [TRADUCTION].
 - 27 Francesca Costantini et Jonathan Malloy, « Women's Representation in Canadian Politics: Obstacles Towards Progress », Université Carleton, 2014, p. 14, [Womens_Representation_in_Canadian_Politics__Obstacles_Towards_Progress_.pdf](#). Melanee Thomas, « Barriers to Women's Political Participation in Canada », *Revue de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick*, vol. 64, n° 1, 2013, p. 218-233. M. Janine Brodie, *Women and Politics in Canada*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1985.
 - 28 Condition féminine Canada, *Qu'est-ce que l'ACS+?*, Ottawa, Canada, Condition féminine Canada, 28 novembre 2017.
 - 29 Olle Folke et Johanna Rickne, « The glass ceiling in politics: formalization and empirical tests », *Comparative Political Studies*, vol. 49, n° 5, 2016, p. 568.
 - 30 Matthew Godwin, « En attendant le grand tournant : les femmes au Parlement du Canada », *Revue parlementaire canadienne*, vol. 33, n° 2, 2010, p. 35.
 - 31 Francesca Costantini et Jonathan Malloy, « Women's Representation in Canadian Politics: Obstacles Towards Progress », Université Carleton, 2014, p. 14, [Womens_Representation_in_Canadian_Politics__Obstacles_Towards_Progress_.pdf](#).
 - 32 Hilary M. Lips, *Gender: The basics*, 1^{re} édition, ouvrage imprimé, New York, Routledge, 2014, p. 29-30. Melanee Thomas, « Barriers to Women's Political Participation in Canada », *Revue de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick*, vol. 64, n° 1, 2013, p. 218-233.
 - 33 Clare Walsh, *Gender and Discourse: Language and Power in Politics, the Church, and Organisations*, 1^{re} édition, Londres, Pearson Education, 2001, p. 983-986. Brenda O'Neill, « Analyse du rôle sexuel dans la représentation politique au Canada », *Revue parlementaire canadienne*, vol. 38, n° 2, 2015, p. 22-30.
 - 34 M. Janine Brodie, *Women and Politics in Canada*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1985. Linda Trimble, « Gender, Political Leadership and Media Visibility: *Globe and Mail* Coverage of Conservative Party of Canada Leadership Contests », *Revue canadienne de science politique*, vol. 40, n° 4, 2007, p. 969-993.